

TEXTE DES RESOLUTIONS PROPOSEES
AUX ASSEMBLEES GENERALE MIXTE DES ASSOCIES COMMANDITAIRES DE JUILLET 2019

PRECONISATION DE VOTE DE L'ADEFIMA



L'ordre et le texte des résolutions peuvent varier d'une société à l'autre

Les idées directrices sont les suivantes :

- *Voter Favorablement aux questions relatives à l'approbation des comptes 2018 pour ne pas Hypothéquer le futur : un rejet rendrait plus compliquer les restructurations nécessaires.*
- *Voter Favorablement sur les questions techniques (transfert de siège, changement de date de clôture) ;*
- *Maintenir la pression sur COLONY en s'abstenant sur les autres questions.*

<u>Texte</u>	<u>Sens du vote</u> <u>pour/contre</u> <u>/abstention</u>	<u>Commentaire</u>
<u>PREMIERE RESOLUTION ORDINAIRE</u> Suite à la démission de Madame Brigitte CARVIN de ses fonctions de membres du Conseil de Surveillance avec effet au jour de l'Assemblée Générale du 29 mars 2018 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2017, l'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance de la communication du commissaire aux comptes en application de l'article L.823-12 du code de commerce sur l'absence de conseil de surveillance, et connaissance prise du rapport du Liquidateur amiable, ainsi que de l'appel à candidature de ce dernier, décide de nommer :	Si candidat Adefima Vote Pour	Il est important que les investisseurs soient représentés au Conseil de surveillance. Nous invitons à se porter candidat dans l'attente que le fiduciaire puisse l'être

<u>Texte</u>	<u>Sens du vote pour/contre /abstention</u>	<u>Commentaire</u>
- En qualité de nouveau membre du Conseil de surveillance pour une durée de six années, soit jusqu'à l'issue de l'AGOA qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos en 2024.		
<u>DEUXIEME RESOLUTION ORDINAIRE</u> Suite à la démission de Madame Coralie CARVIN de ses fonctions de membres du Conseil de Surveillance avec effet au jour de l'Assemblée Générale du 29 mai 2018 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2017, l'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance de la communication du commissaire aux comptes en application de l'article L.823-12 du code de commerce sur l'absence de conseil de surveillance, et connaissance prise du rapport du Liquidateur amiable, ainsi que de l'appel à candidature de ce dernier, décide de nommer : - En qualité de nouveau membre du Conseil de surveillance pour une durée de six années, soit jusqu'à l'issue de l'AGOA qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos en 2024.	Si candidat Adefima Vote Pour	idem
<u>TROISIEME RESOLUTION ORDINAIRE</u> Suite à la démission de Madame Anaïs CARVIN de ses fonctions de membres	Si candidat Adefima Vote Pour	Il est important que les investisseurs soient représentés au Conseil de surveillance.

<u>Texte</u>	<u>Sens du vote pour/contre /abstention</u>	<u>Commentaire</u>
<p>du Conseil de Surveillance avec effet au jour de l'Assemblée Générale du 29 mai 2018 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2017, l'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance de la communication du commissaire aux comptes en application de l'article L.823-12 du code de commerce sur l'absence de conseil de surveillance, et connaissance prise du rapport du Liquidateur amiable, ainsi que de l'appel à candidature de ce dernier, décide de nommer :</p> <p>-</p> <p>En qualité de nouveau membre du Conseil de surveillance pour une durée de six années, soit jusqu'à l'issue de l'AGOA qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos en 2024.</p>		
<p><u>QUATRIEME RESOLUTION ORDINAIRE</u></p> <p>L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Liquidateur amiable et des rapports du Commissaire aux Comptes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - approuve les comptes annuels de l'exercice clos le 30 septembre 2018, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports. - prend acte que les comptes de l'exercice écoulé ne comportent pas de dépenses non admises dans les charges déductibles au regard de l'article 39,4 du Code général des impôts. <p>En conséquence, elle donne pour l'exercice clos le 30 septembre 2018, quitus entier et sans réserve de sa gestion au Liquidateur amiable.</p>	<p>VOTE POUR</p>	<p>Approbation des comptes Sans donner un Blanc Seing à COLONY, permet de prévoir les opérations de restructurations (nécessaire en toute hypothèse)</p>

<u>Texte</u>	<u>Sens du vote pour/contre /abstention</u>	<u>Commentaire</u>
<p><u>CINQUIEME RESOLUTION ORDINAIRE</u></p> <p>L'Assemblée Générale décide d'affecter la perte de l'exercice s'élevant à – [_____] euros de la manière suivante :</p> <p>Perte de l'exercice : (1 800 000 euros)</p> <p>Affectation en totalité au compte « report à nouveau non affecté » (1 800 000 euros)</p> <p>Le compte « report à nouveau non affecté » est ainsi porté de 0 à la somme de [_____] euros.</p> <p>Compte tenu de cette affectation, les capitaux propres de la société seraient de [_____] euros, et demeurent donc inférieurs à la moitié du capital social.</p> <p>L'Assemblée Générale prend acte que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en raison de l'affectation de ce résultat, les capitaux propres demeurent inférieurs à la moitié du capital social, et qu'en pareil cas, l'article L 225-248 du Code de commerce prévoit que les actionnaires doivent décider, dans les quatre mois suivant l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société, ou s'ils souhaitent poursuivre l'activité bien que les capitaux propres soient devenus inférieurs à la moitié du capital social. - ces dispositions ne sont pas applicables aux sociétés en procédure de sauvegarde ou de redressement judiciaire ou qui bénéficient d'un plan de sauvegarde ou de redressement judiciaire et que la Société est déjà en dissolution et en redressement judiciaire. 	<p>VOTE POUR</p>	<p>Approbation des comptes Sans donner un Blanc Seing à COLONY, permet de prévoir les opérations de restructurations (nécessaire en toute hypothèse)</p>

<u>Texte</u>	<u>Sens du vote pour/contre /abstention</u>	<u>Commentaire</u>
Conformément à la loi, l'Assemblée Générale prend acte de ce qu'aucun dividende n'a été distribué depuis la constitution de la Société.		
<u>SIXIEME RESOLUTION ORDINAIRE</u> L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial du Commissaire aux comptes, sur les conventions relevant de l'article L 226-10 du Code de commerce , prend acte qu'aucune convention nouvelle n'a été conclue au cours de l'exercice écoulé.	Abstention	Pas d'enjeux
<u>SEPTIEME RESOLUTION ORDINAIRE</u> L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Liquidateur amiable prescrit par l'article L.237-25 du Code de commerce, en prend acte, approuve l'ensemble des opérations de liquidation qui y sont décrites, et en donne quitus au Liquidateur amiable.	Vote Pour	En signe d'apaisement dans la mesure où le Liquidateur a permis de renouer le dialogue avec l'ADEFIMA et relayer sa position au tribunal et vis-à-vis du repreneur
<u>HUITIEME RESOLUTION ORDINAIRE</u> L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Liquidateur amiable, prend acte : <ul style="list-style-type: none"> - De la demande d'agrément de la cession de la totalité des actions détenues par Brigitte CARVIN (100 actions), Anaïs CARVIN (100 actions) et Coralie CARVIN (1 action) au profit de la Société Colsun Histo France, 	Abstention	Ce vote n'a pas d'incidence à court ou long terme, permet de maintenir la pression sur COLONY

<u>Texte</u>	<u>Sens du vote pour/contre /abstention</u>	<u>Commentaire</u>
<ul style="list-style-type: none"> - Que conformément aux dispositions de l'article 17 des statuts, cette cession d'actions est soumise à l'agrément du gérant. - Qu'en raison du redressement judiciaire du commandité unique, la SAS MARANATHA, la Société a été placée en dissolution et est en liquidation amiable, et représentée par un liquidateur amiable, en la personne de Maître de Carrière. - En cas de dissolution de la société, le liquidateur n'est compétent pour statuer sur l'agrément que s'il est expressément habilité à cet effet par les statuts, et qu'à défaut, la décision doit être prise par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires. - Que les statuts ne conférant pas cette prérogative au liquidateur amiable, l'agrément est du ressort de l'assemblée générale ordinaire. <p>En conséquence, l'Assemblée Générale décide d'agréer les cessions projetées, et Colsun Histo France en qualité de nouvel actionnaire.</p>		
<p><u>NEUVIEME RESOLUTION ORDINAIRE</u></p> <p>L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Liquidateur amiable, prend acte :</p> <ul style="list-style-type: none"> - De la demande d'agrément de la cession de la totalité des soixante mille (60 000) actions détenues par Monsieur Claude NICOT au profit de ALCYON FINANCE PATRIMOINE, 	<p>Abstention</p>	<p>Ce vote n'a pas d'incidence à court ou long terme, permet de maintenir la pression sur COLONY</p>

<u>Texte</u>	<u>Sens du vote pour/contre /abstention</u>	<u>Commentaire</u>
<ul style="list-style-type: none"> - Que conformément aux dispositions de l'article 17 des statuts, cette cession d'actions est soumise à l'agrément du gérant. - Qu'en raison du redressement judiciaire du commandité unique, la SAS MARANATHA, la Société a été placée en dissolution et est en liquidation amiable, et représentée par un liquidateur amiable, en la personne de Maître de Carrière. - En cas de dissolution de la société, le liquidateur n'est compétent pour statuer sur l'agrément que s'il est expressément habilité à cet effet par les statuts, et qu'à défaut, la décision doit être prise par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires. - Que les statuts ne conférant pas cette prérogative au liquidateur amiable, l'agrément est du ressort de l'assemblée générale ordinaire. <p>En conséquence, l'Assemblée Générale décide d'agréer la cession projetée, et ALCYON FINANCE PATRIMOINE en qualité de nouvel actionnaire.</p>		
<p><u>DIXIEME RESOLUTION ORDINAIRE</u></p> <p>L'Assemblée Générale constate que le mandat de la société BP ASSOCIES, en qualité de commissaire aux comptes titulaire de la société, arrive à expiration à l'issue de la présente Assemblée Générale appelée à se prononcer sur les comptes clos au 30 septembre 2018, et décide de nommer pour une durée de six exercices expirant à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos en 2024 :</p>	POUR	

<u>Texte</u>	<u>Sens du vote pour/contre /abstention</u>	<u>Commentaire</u>
Le cabinet ERNST & YOUNG AUDIT, société par actions simplifiée, 1-2 place des Saisons – Paris la défense 1 92400 Courbevoie, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 344 366 315, en qualité de commissaire aux comptes titulaire.		
<p><u>DOUZIEME RESOLUTION ORDINAIRE</u></p> <p>L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal ou de tout extrait, pour remplir toutes formalités de droit résultant de l'adoption des résolutions par la présente assemblée générale mixte.</p>	POUR	
<p><u>PREMIERE RESOLUTION EXTRAORDINAIRE</u></p> <p>L'Assemblée Générale, connaissance prise des dispositions du second alinéa de l'article L. 225-129-6 du Code de Commerce, constate que les associés n'ont pas été consultés relativement à une augmentation de capital réservée aux salariés depuis trois ans et que la participation des salariés de la Société représente moins de 3 % du capital.</p> <p>L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Commissaire aux comptes ainsi que du rapport de gestion, délègue au Liquidateur amiable tous pouvoirs, de procéder, en une ou plusieurs fois, dans les conditions prévues à l'article L 3332-18 du Code du travail, à une augmentation de capital social en numéraire réservée aux salariés.</p> <p>La présente autorisation est consentie pour une durée de 2 ans à compter de ce jour.</p> <p>Le nombre total des actions qui pourront être souscrites par les salariés ne</p>	CONTRE	C'est une résolution technique à laquelle il faut voter contre

<u>Texte</u>	<u>Sens du vote pour/contre /abstention</u>	<u>Commentaire</u>
<p>pourra être supérieur à 3 % du capital social au jour de la décision du Liquidateur amiable.</p> <p>Le prix de souscription des actions sera fixé conformément aux dispositions de l'article L 3332-20, du Code du travail.</p> <p>L'Assemblée des associés confère tous pouvoirs au Liquidateur amiable pour mettre en œuvre la présente autorisation et, à cet effet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - fixer le nombre d'actions nouvelles à émettre et leur date de jouissance ; - fixer, sur le rapport spécial du Commissaire aux comptes, le prix d'émission des actions nouvelles ainsi que les délais accordés aux salariés pour l'exercice de leurs droits ; - fixer les délais et modalités de libération des actions nouvelles ; - constater la réalisation - de l'augmentation- des augmentations de capital et procéder aux modifications corrélatives des statuts ; - procéder à toutes les opérations et formalités rendues nécessaires par la réalisation - de l'augmentation- des augmentations de capital. <p>Cette autorisation comporte au profit des salariés visés ci-dessus, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions qui seront émises.</p>		
<p><u>DEUXIEME RESOLUTION EXTRAORDINAIRE</u></p> <p>L'Assemblée Générale Extraordinaire, après avoir entendu la lecture du rapport du Liquidateur amiable, décide de modifier la date de clôture de l'exercice social en cours pour la fixer au 31 décembre 2019 au lieu du 30 septembre 2019 et décide en outre de modifier les dates d'ouverture et de clôture des exercices ultérieurs pour les fixer respectivement au 1^{er} janvier et 31 décembre de chaque</p>	POUR	Pas de difficulté

<u>Texte</u>	<u>Sens du vote pour/contre /abstention</u>	<u>Commentaire</u>
<p>année.</p> <p>L'Assemblée Générale prend acte que l'exercice social en cours aura donc une durée exceptionnelle de quinze mois jusqu'au 31 décembre 2019.</p> <p>L'assemblée générale décide en conséquence de modifier l'article 6 comme suit :</p> <p><u>« ARTICLE 6 - Exercice social</u></p> <p><i>L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année ».</i></p>		
<u>Si transfert de siège</u>	POUR	Pas de difficulté